



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-distribution-du-travail-I-En>

21 mars 1978, date historique

# La distribution du travail : I. En France

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 757 - juin 1978 -

Date de mise en ligne : mercredi 3 septembre 2008

Date de parution : juin 1978

---

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

---

**UN FAIT CAPITAL S'EST PRODUIT LE 21 MARS DERNIER : LA PROPOSITION DUBOINISTE DE LA DISTRIBUTION DU TRAVAIL A FAIT SON APPARITION DANS LES TRAVAUX DE LA COMMISSION EUROPEENNE. UN DOCUMENT DE TRAVAIL PRESENTE CE JOUR-LA AU COMITE PERMANENT DE L'EMPLOI PROPOSE PUREMENT ET SIMPLEMENT « LA REPARTITION DU TRAVAIL ET L'EGALITE DE TRAITEMENT » (1).**

C'EST donc juste deux ans après sa mort, et plus de quarante ans après qu'il les ait exposées, que les propositions de Jacques Duboin sont envisagées par la Communauté Européenne, dans l'impossibilité elle est de trouver une autre solution à la crise économique. Ce très grand pas en avant vers l'économie distributive est évidemment pour nous une immense joie. En lisant le rapport publié par le Bureau des Liaisons Sociales, on a envie de crier « Hourrah ! ».

C'est aussi un sujet de réflexion que nous ne sommes pas prêts d'épuiser. La première idée qui vient à l'esprit est qu'en citant cette étude de la C.E.E. nous avons désormais la meilleure réponse possible à opposer à ceux qui depuis trop longtemps qualifient nos propositions d'utopiques.

Et puis, on doit bien constater que J. Duboin a eu raison sur un autre point, qui a suscité bien des polémiques. Même contre l'avis de certains de ses collaborateurs, qui se disaient (et se disent encore), plus zélés que lui, ce n'est pas sous l'effet d'une soi-disant « action » au plan politique que l'économie distributive s'impose. C'est bel et bien, comme il l'a si souvent souligné, sous la pression de la nécessité engendrée par un chômage insupportable que la Communauté Européenne en arrive à ses conclusions.

Cette nouvelle sensationnelle, dont les journaux d'actualité n'ont pas su voir l'importance, ne va pas manquer d'enthousiasmer nos lecteurs, qui vont du même coup avoir bien des occasions d'exposer nos thèses. Ils me pardonneront donc, je l'espère, de leur fournir une abondance de chiffres et de statistiques, fastidieux certes, mais nécessaires quand on veut rester objectifs.

Nous étudierons d'abord dans aujourd'hui le problème français. Nous aborderons dans de prochains numéros le cas des autres pays industrialisés et les palliatifs imaginés à sa et là pour lutter contre le chômage. Enfin, nous analyserons les propositions étudiées par la C.E.E. et leurs conséquences prévisibles.

Le point de départ des analyses de J. Duboin remonte à l'observation, publiée entre autres par le National Bureau Research des Etats Unis (2), que depuis 1920, la production, tant industrielle qu'agricole, peut augmenter tout en nécessitant de moins en moins de travail humain. Au lieu de tirer parti des progrès techniques pour permettre à l'homme de mieux s'épanouir en profitant de ses loisirs, on s'est cramponné au vieux système des prix-salaires-profits qui veut que celui qui n'a pas d'emploi ou qui n'a pas trouvé dans son berceau un capital suffisant, est un parasite. Ce manque d'adaptation des esprits aux possibilités offertes a tellement faussé les jugements qu'il a été admis partout qu'il fallait, coûte que coûte, créer des emplois. Ceci a permis un abominable et honteux développement des armements (3), source de profits pour certains, et de mort pour les autres, et l'instauration d'une société de consommation irraisonnée, qu'une publicité intensive développe au mépris de la personnalité humaine.

Heureusement, la fuite en avant qu'est la croissance pour le profit contient en elle ce qui fait sa perte : la recherche du profit conduit à réduire la main-d'oeuvre plus que la croissance ne l'augmente. On commence enfin à s'en apercevoir un peu partout.

Citons au hasard :

- « le volume des livraisons agricoles s'accroît de 2,5 % l'an avec une diminution de l'emploi de 5 % l'an (4) » ;

## La distribution du travail : I. En France

- « pour améliorer sa compétitivité, Renault-Véhicules industriels investira quatre milliards de francs en cinq ans et réduira de 40 000 à 35 000 le nombre de ses salariés (5) ;
  - « dans l'imprimerie, « la direction du groupe S.D.F.-Néogravure a informé le comité central d'entreprise qu'un plan de redressement comportant 48 millions de francs d'investissements avait été mis au point. La restructuration du groupe et sa modernisation technique entraînera une diminution des effectifs (800 personnes sur un total de 2 700) (6) » ;
  - « le gouvernement français a accordé en juillet dernier une aide exceptionnelle de 800 millions de francs pour les chantiers navals... qui ne survivent encore que grâce aux commandes passées depuis plusieurs années. Mais cela ne représente plus que dix-huit mois de travail et d'autres commandes ne viennent pas prendre le relais. La construction navale française connaîtra sûrement une crise encore plus grave et les licenciements, à peine commencés, vont s'amplifier (7) » ;
  - « dans l'industrie de la pâte à papier, le redressement sera lent et il y a aussi on envisage des compressions d'effectifs (7) » ;
  - dans les textiles, « le groupe Boussac a présenté aux pouvoirs publics un plan de survie dans lequel il demande une subvention de 200 millions de francs (à fonds perdus) . Si cette subvention n'est pas accordée, le plan de survie ne pourra être appliqué... Un seul point est acquis : des milliers de licenciements frapperont les ouvriers du textile (8) » ;
  - un nouveau « plan acier » vient d'être mis au point : il prévoit la suppression supplémentaire de 10 à 15 000 emplois. (Rappelons qu'il y a un an, un premier plan destiné à rétablir la compétitivité des aciéries françaises prévoyait la fermeture des installations vétustes ou mal adaptées, la suppression de 16 000 emplois et, bien entendu, l'octroi d'une nouvelle aide de l'Etat de 1,3 milliards de francs... L'exercice 1977 a été encore plus désastreux que les précédents, très largement déficitaires) (9) ».
- On a beaucoup dit que les suppressions d'emplois dans les secteurs tels que ceux que nous avons cités et qui sont dues à l'automatisation, étaient compensées puisque, ces automatismes, « il faut bien les fabriquer ». Ainsi le développement de l'électronique et de l'informatique faisaient figure d'ultime recours contre le chômage. Pierre Simon nous apporte (10) les chiffres nécessaires pour détruire toute illusion sur ce sujet. Même la vaste diffusion des microprocesseurs qui est commencée ne fera qu'aggraver le problème. Voici la conclusion pertinente qu'on lit dans un journal professionnel : « en 1977, la progression en volume des industries électroniques a été de 12 %... Quant aux emplois, on commence à savoir que nos industries ne sont plus créatrices d'emplois (11) ».

\*

POUR résumer tout ceci, et pour couper court à toute objection du type « ces diminutions d'emplois ne concernent que certains secteurs, mais d'autres se développent car il s'agit d'une mutation industrielle », voici le résultat global pour la production industrielle française au cours des dix dernières années : les courbes ci-dessous, reproduites par le Secrétariat Général du Gouvernement, dans la revue « Problèmes Economiques » et dues à J.-C. Vassal, de l'Université Nancy II (12), montrent de façon frappante que le chômage a crû plus que la production et plus que les investissements productifs. La « relance » amorcée en 1976 qui a amené une augmentation de 5,2 % de la production intérieure brute, ne s'est traduite, dans l'ensemble de l'industrie, que par une augmentation de 0,5 % des effectifs (13). Nous n'en sommes plus au temps où les professeurs d'économie niaient les prévisions de J. Duboin : citons A. Fourcans, professeur d'Economie et Finances à l'E.S.S.E.C. et J.-J. Rosa, professeur agrégé de Sciences Economiques à l'Université Paris II et à l'Institut d'Etudes Politiques, qui après avoir traité du « mirage du plein emploi » (14) concluent plus récemment : « La relance n'est pas susceptible, comme nous l'avons montré, de diminuer durablement le taux de chômage (15) ».

[./IMG/757\_PIB\_chomage.jpg]

\*

CE sont de tels faits économiques qui ont enfin amené la Communauté Européenne à comprendre la nécessité de la distribution du travail. Trente syndicats ont participé le 5 avril à une « journée européenne de lutte pour l'emploi et la reprise de la production » : « Ils estiment qu'une réduction de la durée du travail sous des formes très diverses est incontestablement une nécessité impérieuse. Tous les partenaires européens savent désormais qu'une éventuelle reprise de la croissance n'est pas suffisante pour combattre le chômage (16) ».

Même le patronat est obligé de reconnaître que, comme le dit Y. Chotard, Président de la Commission Sociale du CNPF, lors de l'Assemblée Générale du 17 janvier dernier : « Les nouvelles données économiques interdisent d'attendre de la seule croissance la création d'emplois à un rythme suffisant ».

Et les partis politiques ? Loin d'être en pointe sur ces sujets cruciaux, ceux de gauche commencent pourtant à ... flairer quelque chose. Un effluve, très léger, les atteint. Il y a tout juste un an, je relevais ici même (17) la thèse avancée par Michel Bosquet tendant à périaliser les entreprises qui utilisent des machines conçues pour remplacer le travail humain. Je lui suggérais de donner l'exemple en remplaçant l'imprimeur du « Nouvel Observateur » par des milliers de copistes. Ayant eu la politesse de lui envoyer ces remarques par lettre, avant de lui adresser aussi un exemplaire du journal, je dus constater que, chose curieuse, ma suggestion n'eut pas de réponse ! Comme elle n'eut pas non plus droit de cité au courrier des lecteurs, je conclusai que le courant d'opinion qu'on dit « socialiste » et que reflète le « Nouvel Obs », refusait de faire l'effort nécessaire à repenser les fondements du système des Prix-Salaires-Profits.

Oh surprise ! Il semble tout au contraire que l'évidence de nos analyses commence à ébranler M. Bosquet car il remarque maintenant « l'investissement lui-même, si vigoureux qu'il devienne, ne supprime-t-il pas, depuis plus de dix ans déjà, plus d'emplois qu'il n'en crée ? » et il reconnaît enfin (18) que le plein emploi « appartient définitivement au passé. Il n'est plus nécessaire. Sa disparition ne sera pas un mal » : elle pourrait être un moyen de libérer l'homme des tâches ingrates ! Voici une nette évolution que nous sommes heureux d'applaudir.

La gauche va-t-elle s'unir sur notre programme économique ? Voici en écho ce qu'écrivait Jacques Frémontier dans sa lettre de démission de ses fonctions de rédacteur en chef du journal « Action », organe du secteur « entreprises » du Parti Communiste : « Nous nous sommes trompés sur la prise du pouvoir... Nous nous sommes trompés sur le programme commun. Nous avons feint d'y voir un programme anticapitaliste (ouvrant la voie, disions-nous parfois, à une transition vers le socialisme) ... Comment ne pas s'apercevoir que dans le cadre du capitalisme monopoliste, la marge de choix économique se révérait singulièrement étroite ? (19) ».

(1) « Intersocial », mars 1978.

(2) « Les yeux ouverts » de J. Duboin, page 32.

(3) Les dépenses d'armement sur l'ensemble de la planète avoisineraient 350 milliards de dollars d'après le Président Pérez (Venezuela), « Le Monde » du 30 mars. Le rôle joué par les gouvernements dans le commerce des armes est bien montré dans le dernier film d'André Cayatte (voir page 7).

(4) Rapport professionnel « Etudes » de février 1978.

(5) « Le Monde » du 31 mars.

(6) « Le Monde » du 1<sup>er</sup> avril.

(7) « Le Nouvel Observateur » n° 703.

(8) « Le Monde » du 22 avril.

(9) « Le Monde » du 29 mars.

(10) Voir « la peau de chagrin », page ??.

(11) « Electronique Actualités » du 13 janvier.

(12) Publiées dans la revue « Banque » en mars 1978.

## La distribution du travail : I. En France

---

- (13) U.N.E.D.I.C. statistique citée par Jean de Bodman, « Droit Social » n° 2, février 1978.
- (14) « Problèmes Economiques » n° 366 d'octobre 1977.
- (15) « Banque », mars 1978.
- (16) « Le Monde » du 5 avril.
- (17) « La Grande Revue », n° 747.
- (18) « Une pastille contre le travail », article paru dans le n° 702 du « Nouvel Observateur ». (19) « Le Monde » du 21 avril.